

LE GOUVERNEMENT ANNONCE DES MESURES EN MATIÈRE DE VIREMENT DES SALAIRES ET PENSIONS DE RETRAITE

Aucun effet positif sur le terrain

A quoi cela sert pour le gouvernement d'annoncer des mesures pour faciliter le paiement des salaires et des pensions de retraite pour des millions d'Algériens, s'il n'est pas en mesure de les rendre effectives sur le terrain ?

Les titulaires de comptes courants postaux (CCP) au niveau des P et T (salariés de la Fonction publique et retraités principalement) ont certainement dû accueillir avec beaucoup de scepticisme la nouvelle annonçant la fin des longues attentes et autres désagréments

auxquels ils sont habituellement confrontés lors des opérations de retrait d'argent au niveau des guichets des agences postales. Et pour cause, ce n'est pas la première fois que ce tapage médiatique sans lendemain est claironné sur tous les toits. Quand les services du chef du gouvernement avaient annoncé, le 11 août dernier, qu'une série de mesures sera prise pour éviter les tensions habituellement observées pendant les périodes de forte affluence des usagers suite au virement des salaires et pensions, ces derniers n'y ont pas cru et les très fortes tensions de

ces derniers jours dans les postes leur ont donné raison. La promesse faite pour que les choses se passent dans la célérité avec une bonne qualité du service n'a pas été respectée d'autant plus que le flou était de mise quant au contenu de ces mesures. Et ce n'est pas la mise en circulation de billets neufs de 200 DA qui règlera quoique ce soit. Par ailleurs, de nombreux retraités continuent de nous signaler les pannes fréquentes que subissent les distributeurs automatiques de billets (DAB), sans oublier les «pannes» d'ordi-

nateurs au niveau des guichets postaux ou la non- disponibilité... d'argent ! La cellule de suivi de ces mesures gouvernementales qui a été installée au niveau du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, et qui a dû avoir du pain sur la planche ces derniers jours, s'est surtout distinguée par son silence dans l'attente de la remise de son rapport qui évoquera le succès de l'opération, et ce, bien après les rentrées sociales et scolaires, et les fêtes de l'Aïd.

LSC

CASNOS

Pas de pénalités pour le paiement des arriérés de cotisation

La Caisse nationale de la sécurité sociale des non-salariés informe ses assujettis que de nouvelles dispositions transitoires prévues par la loi n° 08-08 du 23 février 2008 relative au contentieux en matière de sécurité sociale visent à titre exceptionnel l'apurement des sommes dues en matière de cotisation avec exonération totale des majorations et pénalités de retard. Pour plus d'informations, les non-salariés affiliés à cet organisme doivent se rapprocher des services de la Casnos.

AU JOURNAL OFFICIEL N°42 DU 27 JUILLET 2008
Allègements de charges sociales pour les bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle

L'Ordonnance n°08-02 du 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008 a prévu des allègements de charges sociales pour les bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle. Les bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle bénéficient des prestations d'assurances sociales en matière de maladie, maternité, d'accident du travail et de maladies professionnelles. La part salariale prélevée est fixée à 5% du montant de la rémunération brute pour les bénéficiaires des contrats d'insertion des diplômés (CID) et des contrats d'insertion professionnelle (CIP). La quote-part patronale de Sécurité sociale, à la charge de l'Etat, est fixée à 7%

du montant de la rémunération brute. Pour les bénéficiaires placés en formation chez les maîtres artisans, le taux global de cotisation est fixé à 7% à la charge de l'Etat. Par ailleurs, les maîtres artisans formateurs, qui, à l'issue de la période d'insertion, procèdent au recrutement des jeunes insérés dans le cadre des contrats formation-insertion (CFI) du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, bénéficient d'un taux réduit de cotisation au titre des non-salariés fixé à 10% et d'un taux de cotisation au titre de la part patronale de cotisation à la Sécurité sociale des travailleurs salariés fixé à 7% pendant la première année. Le différentiel de cotisation est pris en charge sur le budget de l'Etat.

RETRAITE EN FRANCE

La limite d'âge pour rachat de trimestres est discriminatoire

En France, la Haute Autorité de lutte contre les discriminations (Halde) a jugé discriminatoire le refus du rachat de trimestres d'études supérieures pour le calcul de la retraite d'un salarié, au motif qu'il avait plus de 60 ans, a-t-elle annoncé le 12 août dernier dans un communiqué. La Halde, qui a été saisie par un salarié de plus de 60 ans, recommande l'abrogation de cette condition d'âge, dans sa délibération datant du 31 mars et publiée au Journal officiel du 1^{er} août. Le ministère français du Travail a précisé le même jour à l'AFP qu'un «décret simple» modifiant le code de la sécurité sociale et permettant de passer de 60 à 65 ans l'âge limite de rachat des trimestres d'études supérieures pour tous les salariés,

serait «publié prochainement», sans en préciser la date. Le dispositif actuellement en vigueur, et jugé discriminatoire par la Halde, prévoit la possibilité de rachat des années d'études supérieures jusqu'à l'âge de 60 ans pour les fonctionnaires, les actifs relevant du régime général de la Sécurité sociale, les professions non salariées artisanales, industrielles et commerciales et les agriculteurs non salariés. Pour les professions libérales, les ministres des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses, cette possibilité est offerte jusqu'à 65 ans. La Halde recommande l'ouverture du droit de racheter les années d'études supérieures jusqu'à la liquidation de la pension.

RAPPEL/QUE DEVIENT LE NOUVEAU CALENDRIER DE PAIEMENT DES PENSIONS ?

Dans le but d'assurer un écoulement plus fluide du paiement des retraités de la CNR par un étalement des opérations de retrait au niveau des bureaux de poste, la CNR avait annoncé, août 2007, la mise en œuvre d'un nouveau calendrier des paiements : qu'en est-il un an après ? Nous publions ci-dessous ce calendrier. Aux lecteurs de nous dire

s'il est respecté. Wilayas payées le 20 du mois : Tipaza, Médéa, Aïn Defla, Blida, Tizi Ouzou, Béjaïa, Bouira, Boumerdès, Ghardaïa, Laghouat, Ouargla, Djelfa, Tamanrasset et Illizi. Wilayas payées le 22 du mois : Alger, Oran, Mostaganem, Béchar, Adrar et Tindouf. Wilayas payées le 24 du mois : Sidi Bel Abbès,

Témouchent, Tlemcen, Mascara, Saïda, El-Bayadh, Naâma, Constantine, Oum El-Bouaghi, Khenchela, Biskra, Jijel, Mila, El-Oued, Bordj Bou-Arréridj, M'sila, Sétif et Batna Wilayas payées le 26 du mois : Annaba, Skikda, Tarf, Tébessa, Souk Ahras, Guelma, Relizane, Tissemsilt, Tiaret et Chlef.

PAIEMENT DES RAPPELS DE L'ACTUALISATION DES PENSIONS
Opération toujours en souffrance

Les lecteurs sont nombreux à nous signaler, tant par courrier postal que via Internet, le non-paiement par la CNR du rappel relatif à l'actualisation des pensions de retraite : l'opération est très mal menée, trop de disparités, interruptions fréquentes, discriminations de toutes sortes, nombreuses erreurs dans le calcul de ces rappels, etc. N'est-il pas temps pour la tutelle ministérielle de la CNR d'intervenir pour régler définitivement cette question ? Affaire à suivre.

IRG ET RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL
Enfin un peu d'équité !

Pour rappel, la loi de finances 2008 avait introduit un nouveau barème de l'IRG applicable aux retraités. Son application était intervenue lors du paiement de l'échéance du mois de février 2008 avec effet rétroactif (à compter du mois de janvier 2008). La révision du barème d'IRG avait consisté à relever le seuil du revenu non imposable de 60 000 à 12 000 DA par année ; à réduire le nombre de tranches de revenus imposable de 5 à 3 et baisser le taux marginal supérieur de 40 à 35% ; et à supprimer le traitement fiscal basé sur la situation familiale du contribuable. Plus récemment, en juillet 2008, lors de la présentation en Conseil des ministres du projet d'ordonnance por-

tant loi de finances complémentaire pour 2008, une disposition relative à la baisse de l'IRG avait été adoptée : elle vient d'être publiée au *Journal officiel* (n°42 du 27 juillet 2008). En voici le contenu : «Article 3. Les dispositions du paragraphe «d» de l'article 68 du code des impôts directs et taxes assimilées sont modifiées et rédigées comme suit : «Art. 68. Sont affranchis de l'impôt : d) les travailleurs handicapés moteurs, mentaux, non voyants ou sourds-muets dont les salaires ou les pensions sont inférieures à vingt mille dinars (20 000 DA), ainsi que les travailleurs retraités dont les pensions de retraite du régime général sont inférieures à ce montant.»

Toujours pas de revalorisation des pensions et allocations de retraite pour 2008

La CNR n'a toujours pas annoncé de revalorisation des pensions et allocations de retraite pour 2008. Il faut rappeler qu'il s'agit là d'une disposition figurant dans la loi et «applicable» à compter du 1^{er} mai de chaque année. Aux dernières nouvelles, le conseil d'administration de la CNR aurait fait des propositions de taux de revalorisation, mais le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale n'y est toujours pas favorable, et ce, semble-t-il pour des raisons financières, alors que la CNR a dégagé un budget pour cette opération. Affaire à suivre.

A nos lecteurs
Halte au courrier anonyme !

Un lecteur qui prétend avoir été employé à la CNR, et qui serait aujourd'hui à la retraite, nous a adressé un courrier anonyme par voie postale où il porte de graves accusations à l'encontre du directeur et du sous-directeur de l'agence CNR d'Alger-Ouest (Chéraga). Nous avons décidé de ne pas publier cette lettre et nous informons nos lecteurs qu'il ne sera donné aucune suite aux lettres anonymes. Pour des raisons d'abondance de matière, la parution de la rubrique «Courrier des lecteurs» est reportée au mercredi 10 septembre 2008.